

LE COMBAT SYNDICALISTE

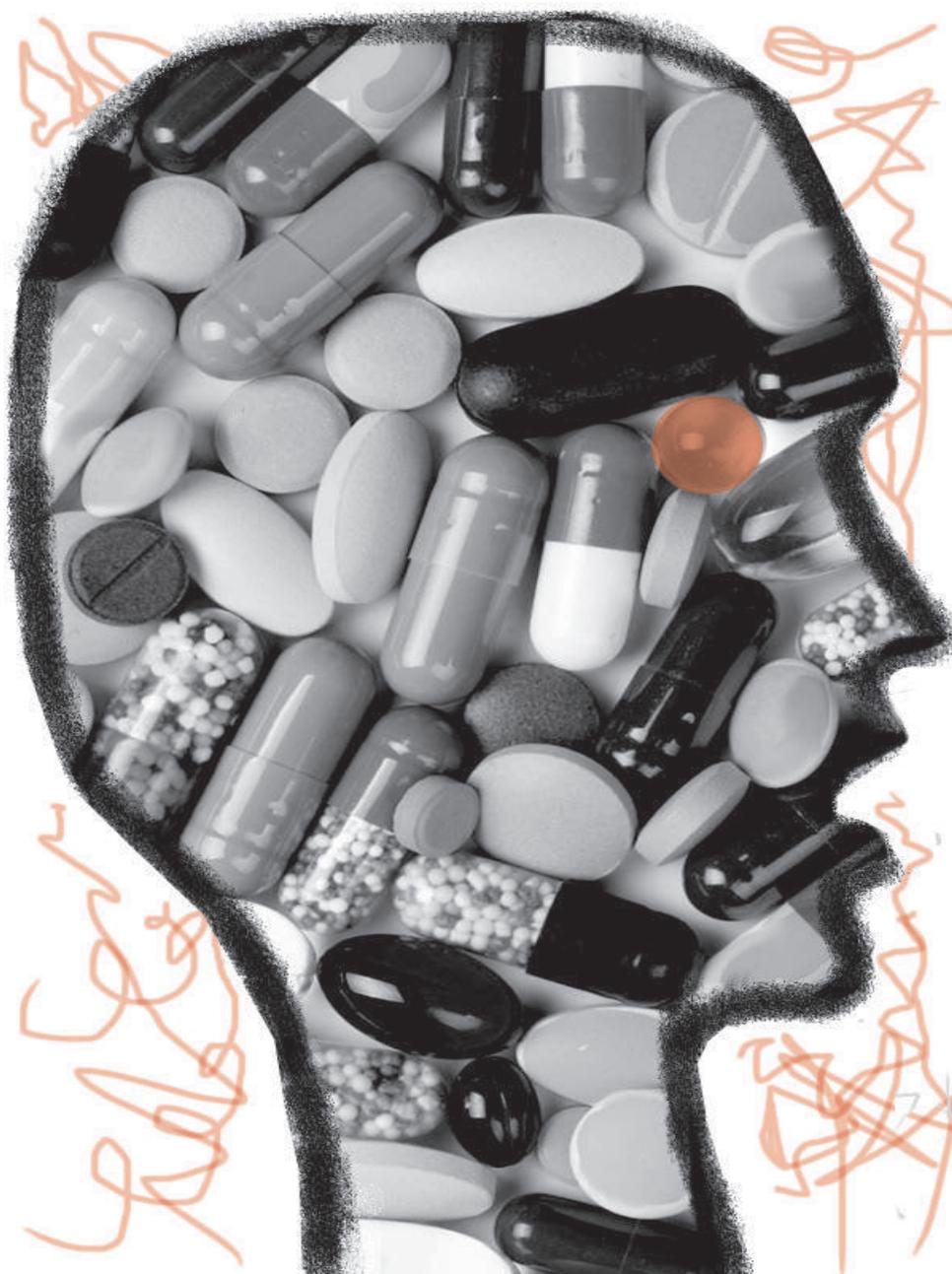


NOVEMBRE 2018/N° 438 2€

CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

PSYCHIATRIE PLEIN LA GUEULE, PAS UN ROND.

Le secteur psychiatrique attaqué par l'offensive ultra-libérale. Un truc de fou.



Luttes syndicales

- Face au rouleau compresseur Avant ou après la journée du 9 octobre, le constat reste le même. Mesure antisociales, cynisme du gouvernement. P2 à 4
- L'urne et la boîte aux lettres Candidatures CNT aux élections au Comité technique national de La Poste, en décembre. P5
- CSE : les délégués passent pro Avis de professionnalisation syndicale à la RATP. P10
- Élections : y aller ou pas ? Les IRP et les élections dans la fonction publique d'Etat. P11

Dossier

- De la précarité en hôpitaux psy . P6 à 9

International

- Brésil. ● Tunisie. ● Suède.
- Kanaky. ● Palestine. P12 à 17

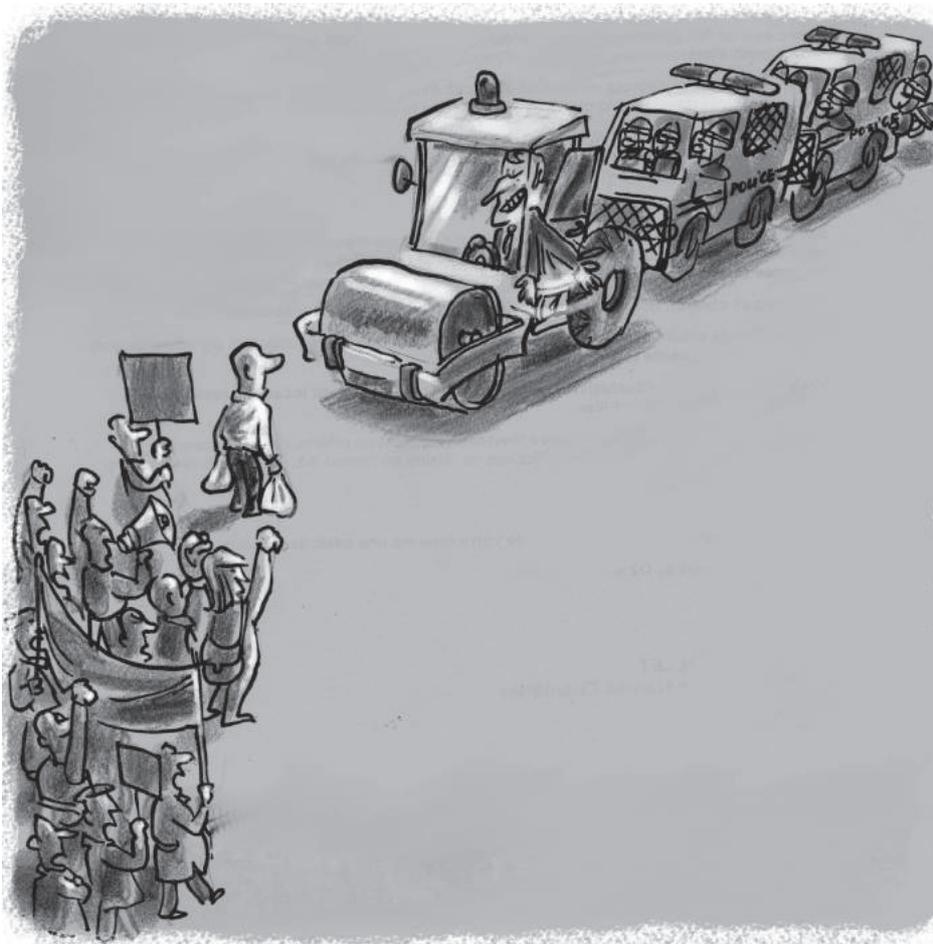
Culture

- Expérience de théâtre forum, un outil d'éducation populaire. Pour mieux cerner le sexisme en milieu militant.
- Le travail d'aujourd'hui, écrasé par des plate formes.
- Sociologie du « travail », bénévole, coopératif, militant.
- « Guyane, trésors et conquêtes », Revue Z n°12.
- « Sorcières, la puissance invaincue des femmes », Mona Chollet. P 18 à 23

Face au rouleau compresseur

Avant ou après la journée du 9 octobre, le constat reste le même. Mesure antisociales, cynisme du gouvernement.

Nous sommes conscient-es qu' une seule journée de mobilisation ne permet pas de faire reculer le gouvernement, mais nous considérons toujours nécessaire de fédérer les différentes revendications (sociales et économiques) du monde du travail, pour la construction d'un réel mouvement unitaire à la base, pour s'opposer et imposer collectivement nos revendications contre les politiques libérales du gouvernement.



■ Services publics, liquidation totale

Les attaques patronales soutenues par le « président des riches » se multiplient : Casse des services publics (éducation, hôpitaux, ferroviaire, etc.), casse de l'assurance chômage, plan de licenciements dans le privé, dérèglementation du temps de travail en imposant toujours plus de flexibilité, temps partiel imposé précarisant encore un peu plus les travailleur-ses, fusion des instances représentatives du personnel dans un CSE, référendum d'entreprise permettant d'isoler les salarié-es, la coupe est pleine !

Tous les ministères sont dans le colimateur du gouvernement, qui, dans sa violence sociale et toxique pour l'ensemble de la population, projette de supprimer plus de 120 000 postes de fonctionnaires en 5 ans. Un choix politique dans la continuité d'une logique libérale depuis les années 1980.

L'éducation, la santé sont bien des priorités pour tout-es. Les classes populaires en paieront surtout le prix.

-Dans l'éducation : Réduction d'effectifs toutes catégories, soit 3600

postes supprimés en collèges et lycées, alors que le ministère de l'éducation estime à 40 000 les élèves supplémentaires attendu-es tous les ans.

La bourgeoisie pourra toujours scolariser ses rejetons dans les établissements privés, des écoles de prestige, d'élite, tandis que les familles prolétaires inscriront leurs enfants dans des écoles surchargées, fonctionnant mal par manque de personnel.

Les lycées professionnels devront de plus en plus se plier à la logique conjoncturelle de l'employabilité de certains secteurs. Objectif : fournir de la chair à travail à des entreprises qui pourront financer certaines filières et donc imposer le contenu des programmes, comme cela se fait déjà dans certaines universités. L'enseignement sous le règne libéral ne veut que répondre aux exigences du marché du travail et non plus la possibilité pour les lycéen-nes et étudiant-es de suivre leur choix d'études.

-Dans la santé : les personnels des hôpitaux, des EHPAD, subissent des conditions de travail catastrophiques, ne permettant plus d'assurer un vé-



La CSG contre la cotisation sociale

Conçues pour enrichir encore un peu plus les actionnaires, les différentes réformes (pacte de responsabilité, CICE, loi travail, etc.) pressurisent toujours plus les travailleurs, à coup de flexibilité, de réduction de postes, de licenciements collectifs. Toutes visent à déréguler l'économie et démanteler tous les systèmes de sécurité sociale, avec la complicité du patronat.

Il s'agit de supprimer au plus vite les cotisations sociales comme mode de financement des différentes caisses de protection sociale (Sécu, UNEDIC, caisse de retraite, etc.), au profit de la CSG, impôt créé par la loi de finances de 1991, sous le gouvernement Rocard. Les conséquences sont graves :

Le financement par l'unique CSG prive les organisations syndicales de salarié-es de la gestion des caisses. Le contrôle par les salarié-es, les négociations? Terminé. L'État et le patronat seront seuls à décider.

L'un des fondements révolutionnaires de la Sécurité et de la cotisation sociales, est la reconnaissance de tout-es, comme producteur-trices de richesse et de valeur économique quelle que soit la situation (retraité-es, sans emploi etc.).

Avec la CSG, le modèle lié au capital, dépend de l'État.

La CNT défend le principe même du salaire socialisé, comme principe émancipateur et anticapitaliste.

ritable service public de soin pour les patient-es et résident-es. Le Lean management s'instaure dans les établissements, poussant le personnel à bout. Les dernières mobilisations des personnels de santé, qui dénonçaient le manque de moyens (matériel, humain etc.) révèlent une fois de plus l'arrogance du gouvernement face à ces problèmes, Macron déclarant : « Notre système ne souffre pas d'un manque de moyens ». La volonté des différents gouvernements successifs est de faire de la santé un marché juteux, cela en réduisant considérablement les budgets, pour mieux engraisser les groupes privés. Dans cette logique marchande de la santé à deux vitesses (« l'offre de soin » en jargon technocrate) la carte bancaire vaut mieux que la carte vitale.

■ Fonctionnaire, un statut à casser

La volonté des réformateurs est de « transférer » les postes de la fonction publique au privé (comme à La Poste, à France télécom, aujourd'hui à la SNCF). Il faut casser le statut des fonctionnaires puisqu'il n'entre pas dans la logique financière et donc marchande :

- Les fonctionnaires perçoivent un salaire à la qualification personnelle (qui peut évoluer selon les grades mais ne peut être diminué), qui les suivra tout le long de leur vie professionnelle et de la retraite. Ce salaire à la qualification personnelle est par conséquent déconnecté du marché du travail, et donc du chantage à l'employabilité comme dans le privé.

Informations pratiques SMIC

Le nouveau montant du Smic brut horaire sera donc porté à 9,88 euros au 1er janvier 2018 soit 1 498,47 euros mensuels sur la base de la durée légale du travail de 35 heures hebdomadaires.

(Source : www.service-public.fr).

Logement

L'indice de référence des loyers (IRL) sert de base pour réviser les loyers des logements vides ou meublés. Il fixe les plafonds des augmentations annuelles des loyers que peuvent exiger les propriétaires.

Au 4e trimestre 2017, l'indice de référence des loyers IRL est 126,82.

(Source : www.service-public.fr).

Fonction publique

Le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, a annoncé le 30 juin 2017 qu'il n'y aurait pas de nouvelle hausse du point d'indice des fonctionnaires. Celui-ci devrait donc rester le même en 2018.

(Source: <http://droit-finances.commentcamarche.net>).

Point d'indice

La valeur du point d'indice s'élève à 4,69 euros depuis le 1er février 2017. Valeur de l'indice 100 (montants annualisés) est de 5 623,23 euros.

(Source : <https://www.foncion-publique.gouv.fr>).

À compter du 1er juillet 2016, la rémunération brute afférente à l'indice minimum garanti de rémunération (indice brut 296 - indice majoré 309) s'élève à 1 439,34 euros.

(Source : <http://www.cdg50.fr>)

Indemnité de résidence

L'indemnité de résidence est égale à un pourcentage du traitement brut. Elle ne peut pas être inférieure à celle correspondant à l'indice majoré 313. Pour les agents à temps partiel ou à temps non complet, l'indemnité de résidence est calculée dans les mêmes conditions que ceux à temps complet, puis proratisée au temps de travail effectif. (Source : <https://www.service-public.fr>).

- zone 1 :

indemnité égale à 3 % du salaire brut (minimum 43,48 euros)

- zone 2 :

1% du salaire brut (minimum 14,49 euros)

- zone 3 :

aucune prime

Informations collectées par ETPRECI-75

- Les salarié-es du privé perçoivent un salaire rattaché à un poste de travail, et qui diffère selon les emplois occupés, le rendant de fait dépendant du marché du travail (logique capitaliste et donc marchande), au chantage à l'emploi, etc.

■ Chasse aux chômeur-ses, aux retraité-es...

Les dernières lois en matière d'assurance chômage ? Une escroquerie de plus, imposant les offres d'emplois dites « raisonnables » et multipliant les contrôles. « Il faut accepter une offre d'emploi même si ce n'est pas exactement ce qu'on veut », a exigé Macron. Alors qu'au

quotidien, des millions de personnes n'ont pas d'autre choix pour survivre que d'accepter des emplois précaires, pour certain-es à temps partiels imposés.

■ Sur les retraites, la énième réforme attaque leur financement

Ce scénario n'est pas une fatalité, il ne tient qu'à nous de le faire échouer.

La lutte collective est plus que jamais importante : le gouvernement veut aller vite ? à nous de nous mobiliser sans attendre ! ●

La CNT

Le salaire socialisé, un acquis précieux

Un dû au titre du salaire, pas une charge ni une épargne!

Sur une fiche de paie, une partie du salaire est payée individuellement aux salarié-es, c'est le salaire net (ou direct). L'autre partie, formée de cotisations sociales, est versée dans les différentes caisses (Sécu, etc.) : c'est le salaire indirect ou salaire socialisé.

La cotisation sociale fait donc partie intégrante du salaire. La réduire, sous prétexte de soulager les « charges » de l'entreprise, c'est réduire le salaire ! Elle n'est ni un prélèvement ni une charge, un impôt, une taxe, une épargne ou une assurance mais bien du salaire !

Le salaire socialisé permet la reconnaissance sociale de toutes les situations des travailleur-ses et prend en compte les aléas de la vie. Actif-ves ou retraité-es, précaires ou chômeur-ses, les salarié-es sont reconnu-es en tant que travailleur-euses.

Cet aspect est important car il pose comme principe la solidarité entre les travailleur-ses et confisque aux représentant-es de l'État la gestion d'une partie des nos revenus qu'est le salaire socialisé.

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello

N° de CPPAP : 0623 S 0651

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org

CS c/o CNT Stics 13

c/o 1 000 Bâbords

61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

Impression sur papier certifié
PEFC

Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

*Le Combat syndicaliste sort en début de mois. Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué-es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress.
Merci à tou-t'es !*

L'urne et la boîte aux lettres

Candidatures CNT aux élections au Comité technique national de La Poste, en décembre.

Bref résumé de la situation des postiers et du service rendu aux usager-es : des milliers d'emplois supprimés depuis 2014, une insécurité permanente avec les réorganisations et pressions via les objectifs, un recours à la précarité avec des agents sous-formés, de la souffrance au travail avec burn-out, suicides ou tentatives et hausse des arrêts maladies. Pour les usager-es, la qualité du service rendu est en berne : files d'attente, bureaux fermés, distribution aléatoire, le timbre au prix de la baguette.

Oui, il est grand temps de réaliser une rupture profonde avec le modèle syndical dominant caractérisé par un partenariat entre de grandes centrales syndicales et ceux-elles qui nous dirigent. Ce « partenariat » repose sur un accord tacite entre « partenaires » qui dit en gros : « Vous accompagnez les changements (réorganisations, fermetures de bureaux, de PIC [plate forme industrielles de courrier]...) en signant les accords (qui liquident des emplois par milliers et dégradent les conditions de travail), en refusant les expertises, et, en échange, de temps en temps, nous accordons quelques miettes qui vous permettent de sortir un tract et de crier victoire ».

Lors des élections de décembre

2018, le sens des candidatures de la CNT au CTN, Comité technique national*, comme sur le plan local est d'affirmer qu'un autre choix syndical est possible, que la résignation n'est pas une fatalité. Et que sortir de cette mascarade est une nécessité.

La CNT veut y affirmer :

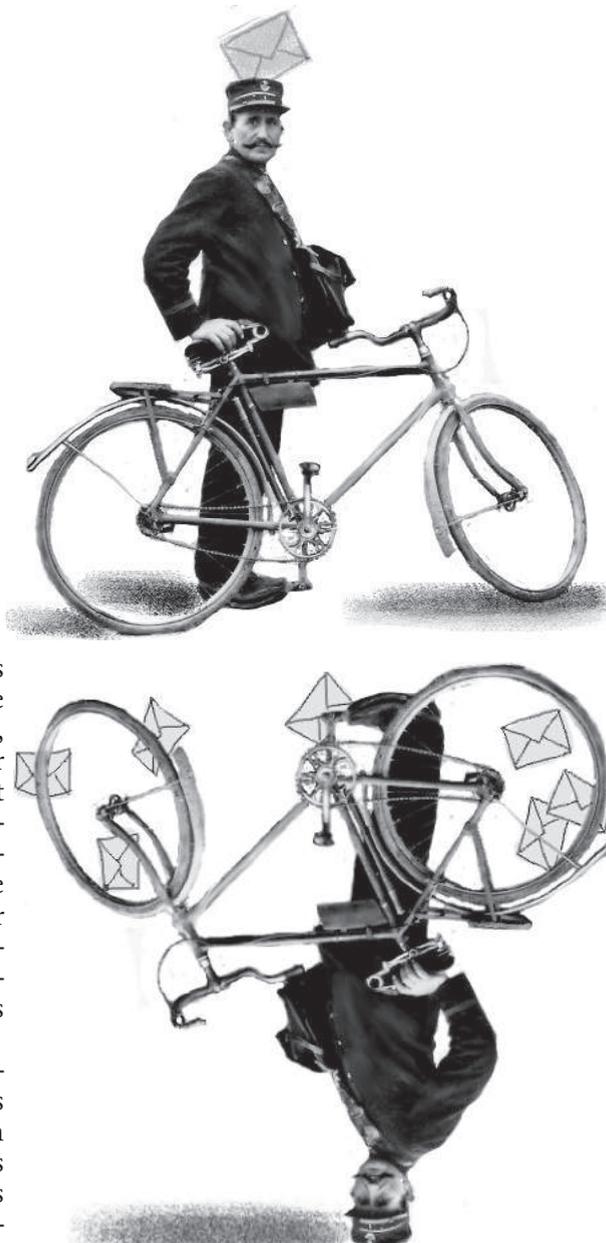
- Un retour à un syndicalisme de base totalement indépendant des directions.

- Un retour à un syndicalisme géré par ceux et celles qui bossent dans les services, qui sont sur le vélo, derrière un guichet, dans un centre financier ou dans une PIC. Il n'est pas juste que des permanent-es signent des accords et retournent ensuite tranquillement dans leur bureau sans vivre physiquement et psychologiquement les conséquences de ces accords.

- Un syndicalisme rénové dans lequel nous prenons nos affaires en main, comme le font dans le monde rural ces jeunes agriculteurs-trices qui s'organisent en-dehors des circuits habituels pour produire mieux et vendre autrement.

- Un syndicalisme réinventé à l'image de ces consommateurs-trices qui prennent leurs affaires en main pour consommer autrement des produits sains dont la production respecte l'environnement.

- Un syndicalisme autogéré à l'instar des habitant-es des régions



qui prennent leurs affaires en main et refusent les grands projets inutiles comme à ND-des-Landes ou à Bure. ●

Fédé CNT PTT

* depuis 2011, les postier-es votent pour des représentant-es a dans cette instance paritaire consultative. En 2011, la CNT a obtenu 1,65% des voix, puis en 2014 un score d'1,10%, et n'a donc pas eu d'élus-es.

CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

**Bureau confédéral
6, rue d'Arnal
30900 Nîmes**

www.cnt-f.org - Mèl : cnt@cnt-f.org

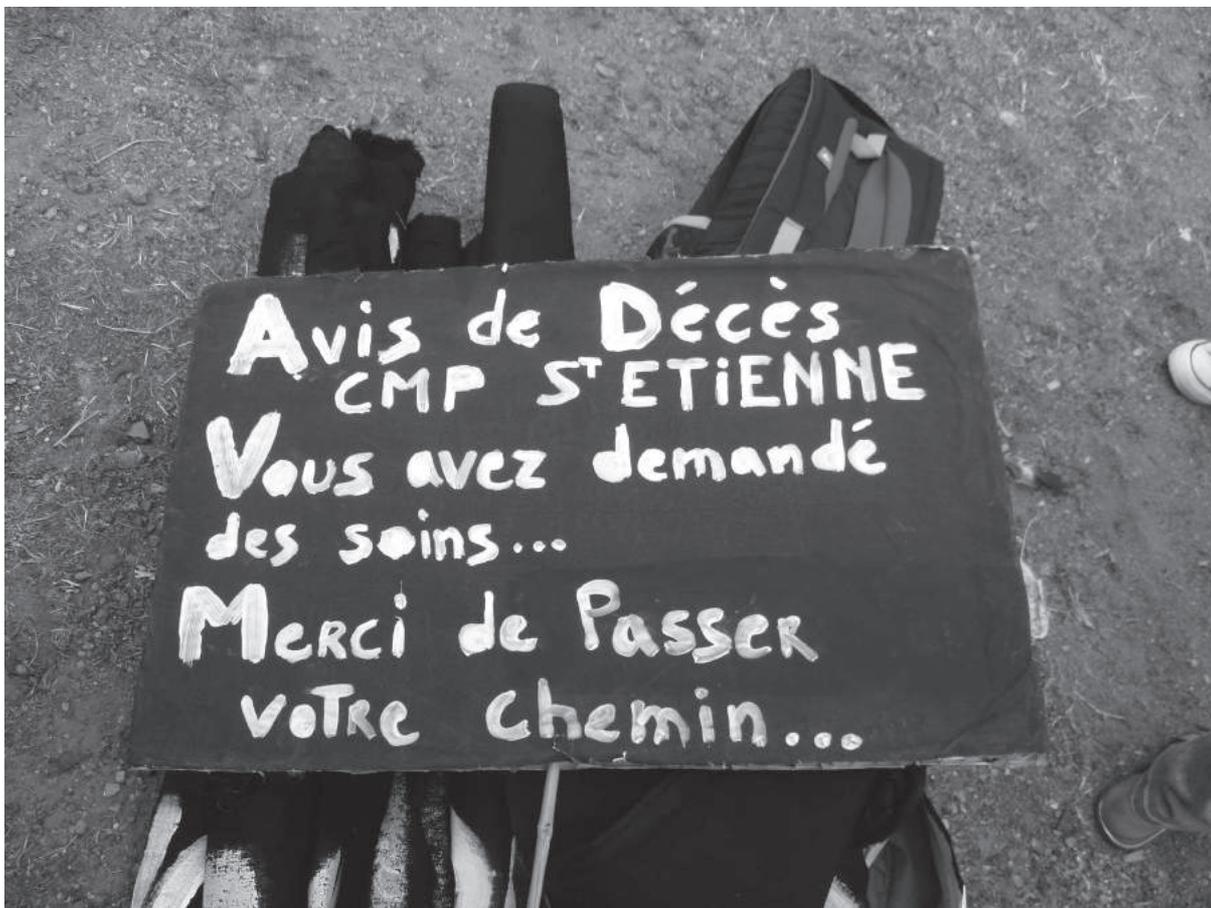
COMBAT SYNDICALISTE

CNT - 33, rue des Vignoles - 75020 Paris

Mèl : cs-administration@cnt-f.org

Pas un pognon de dingue pour l'HP

Contre la maltraitance au CHU de Saint-Etienne, un mouvement des personnels.



« **C**onditions indignes, traitement inhumain ou dégradant, pratiques illégales et abusives » : la psychiatrie du CHU de Saint-Etienne accusée de maltraitance, d'inhumanité à l'encontre de ses patient-es. En visite de routine début janvier 2018, Adeline Hazan, Contrôleuse générale des lieux de privation de liberté (CGLPL), constate le sort fait aux malades mentaux et saisit d'urgence, c'est rarissime, le gouvernement. Treize malades parqué-es sur des brancards dans les couloirs, sept les pieds attachés sans signe d'agitation, note le rapport, certain-es attendaient une prise en charge depuis 7 jours sans pouvoir se laver, se changer, ni avoir

accès au téléphone ...

■ La mort lente de la psy

Pour le syndicat CNT Santé Social 42 et les personnels de psychiatrie, ce n'est pas un scoop ! La mort de la psychiatrie de secteur est programmée depuis plus de dix ans. La CNT et les personnels de psychiatrie ont dénoncé dès 2003 ces mêmes pratiques honteuses : aux urgences de Saint-Etienne et ailleurs, on attache des malades sur des brancards pendant des heures, des jours, sans le minimum d'hygiène, d'intimité, d'écoute, et on les fait taire à coup de neuroleptiques....

La CNT et les personnels en lutte ont mené un combat acharné pour des soins humains et dignes (tracts, occupation de la Direction de Bellevue, grève, courriers...) et alerté direction et médecins... La stratégie de la calculette des technocrates adeptes de la marchandisation a gagné !

Aujourd'hui, avec colère et détermination, nous attestons de la responsabilité des directions successives du CHU, du maire de Saint-Etienne, président du Conseil d'administration du CHU, du corps médical et son silence complice, s'engouffrant dans une restructuration de la psychiatrie en cogestion avec la politique de santé budgétaire



Occupation de la foire de ST Etienne 21 sept 2018.

de l'État.

Depuis 30 ans, les ministres de la santé de gauche et de droite n'ont cessé de casser la psychiatrie, supprimant le diplôme d'infirmier psychiatrique, fermant des milliers de lits, et bien des structures de prévention et de proximité : hôpitaux de jour, CATTP (Centres accueil thérapeutique à temps partiel), CMP (Centre médico-psychologiques). Les politiques de restrictions budgétaires ont réduit les effectifs en personnel soignant... Ils ont détruit tout un travail institutionnel en psychiatrie, long, difficile, mais pleinement à l'écoute des pa-

tient-es, respectueux de leurs droits, de leur dignité.

Aujourd'hui, tout le secteur de la santé et du social est touché par

les restrictions de budget. Faut-il attendre d'autres rapports ? Les personnes les plus vulnérables, souffrant de troubles psychiques, de handicap physique, les personnes âgées, sont les premières touchées. En souffrance, les infirmier-es sont tenu-es de respecter des prescriptions médicales contraires au droit et à leurs propres valeurs soignantes.

La psychiatrie n'existe que si elle propose des solutions humaines. Le lien humain soigne, la contention banalisée tue le lien et le soin. Le capitalisme piétine l'hôpital, abattons-le ! ●



Action à foire de StE le 21 sept 2018

Agnès, CNT Santé-Social 42

Une histoire branchée sur le secteur

Un des grands changements de la psychiatrie française s'est fait pendant la guerre, initié par des psychiatres résistants, à partir de l'expérience des camps où 45 000 malades mentaux sont morts de faim, d'isolement et de froid. Les objectifs : mettre fin à l'enfermement des « fous » et à leur relégation. Rétablir du lien social, redonner leur statut de citoyens aux malades mentaux.

Ainsi sont nés le « secteur psy-

chiatric et la psychiatrie de secteur », chargés d'articuler étroitement soin et prévention, hospitalisation et l'après. Un découpage géographique met « au service du malade » une équipe pluridisciplinaire (infirmière psy, assistantes sociales, médecins, psychiatres, psychologues...) travaillant dans les structures de soin situées dans la cité, au plus proche du lieu d'habitation des malades. Suivant le besoin du malade, il peut être accueilli la journée

dans les hôpitaux de jour, à temps partiel dans les CATTP, en consultation dans les CMP. Toutes ces structures étant en lien direct avec les unités hospitalières. Cette politique permettait l'accès aux soins, et leur continuité par une même équipe à l'intérieur ou à l'extérieur de l'hôpital. À peine mise en place, cette politique est rapidement attaquée notamment par la disparition du diplôme d'infirmier de secteur psychiatrique en 1992. ●

Saint-Etienne : une lutte pour la dignité

Tant pour la dignité des patient-es que celles des personnels.

Aujourd'hui la pression est grande au CHU de Saint-Etienne. Les personnels, infirmier-es, cadres, sont sanctionné-es pour oser dire en réunion leur réflexion de terrain en désaccord avec la direction.

Depuis janvier 2018, le syndicat CNT Santé Social 42 soutient les personnels et diffuse dans les manifs des tracts en réaction au contrôle du CGLPL. Le syndicat a réagi par de nombreux courriers : ministre, directeur du CHU, maire, ARS (agence régionale santé), presse locale. Le Syndicat Santé Social 42 participe activement au collectif « Psy cause », créé en mai 2018, qui donne la parole aux personnels de psychiatrie toutes professions confondues et coordonne des actions publiques. Un collectif soutenu a minima pour l'instant par les syndicats FO et CGT du CHU (Le syndicat CNT CHU n'a plus aujourd'hui de militant-es en activité à l'hôpital).

■ Ensemble nous voulons :

- Des moyens humains suffisants pour que les personnels soignants puissent assurer des soins en accord avec leurs valeurs et dans la dignité : dix médecins, une quarantaine d'infirmier-es, et une quinzaine d'agents hospitaliers ;

- Réouverture des lits fermés en 2017 et leur dotation en personnel médical et paramédical ;



La lutte? Ah non, c'est pas bientôt fini.

- Réouverture des structures de soin au plus proche des populations pour faciliter l'accès au soin et le suivi des malades à leur sortie ;

- Formation pour celles et ceux qui veulent travailler en psychiatrie.

■ Les actions :

Le 17 mai occupation pendant cinq heures de la place de l'hôtel de ville de Saint-Etienne, lecture du texte « Ça tue ! », appel à la population à soutenir les grévistes et refuser la casse du système de santé.

Un préavis de grève était déposé jusqu'au 20 septembre mais une partie du personnel emmené par le collectif « Psy cause » décide de passer à une grève illimitée et à un mouvement plus dur. « Depuis janvier 2018, rien n'a changé ! Au contraire cela empiré... liste d'attente de 80 patients... » note la presse locale le 13 septembre. Le 21 septembre,

occupation de l'entrée de la foire de Saint-Etienne avant d'en forcer l'entrée. La grève est suivie par 60% de grévistes en psychiatrie (en juin 12,44%). Le nombre de manifestant-es augmente, infirmier-es, agents de service hospitalier, étudiant-es, psychologues et, beaucoup plus rare, médecins et internes ! Banderoles et slogans fleurissent sur les blouses blanches. La solidarité, le combat se construisent avec les personnels eux-mêmes, nouvelles et nouveaux sur le terrain des luttes. Le Syndicat Santé Social 42 les accompagne de près. ●

Agnès, CNT Santé-Social 42



Le paradoxe des hostos atteints de libéralisme : comment soigner les gens quand on est au plus mal?

Pour info et soutien :
<https://fr-fr.facebook.com/lapsycause/>
https://twitter.com/cause_psy/
la.psy.cause@gmx.fr

Collectif La Psy cause

Si nous, **personnel de psychiatrie**, sommes présents aujourd'hui dans la rue et en grève, c'est pour dénoncer ce qui tue le soin, ce qui tue la relation, ce qui tue notre métier, ce qui tue l'hôpital :

ce qui nous tue tous, soignants, usagers & proches :

Attendre des heures aux urgences, ÇA TUE !

L'austérité, ÇA TUE !

Les fermetures de lits, de services, d'hôpitaux, ÇA TUE !

La restriction des espaces de pensée, ÇA TUE !

Passer des jours sur un brancard, ÇA TUE !

La pression au travail, ÇA TUE !

La tarification à l'activité, ÇA TUE !

L'insécurité au travail et dans les soins, ÇA TUE !

Le lean-management, ÇA TUE !

Être en sous-effectif, ÇA TUE !

La contention de gens sur un brancard, ÇA TUE !

Les économies du gouvernement sur le dos de la santé, ÇA TUE !

L'hospitalisation dans un bureau au lieu d'une chambre, ÇA TUE !

Rester dans son urine pendant des heures, ÇA TUE !

Le manque de temps auprès des patients, ÇA TUE !

Avoir honte de son métier, ÇA TUE !

Les conditions d'accueil déplorables, ÇA TUE !

Ne pas pouvoir répondre à vos besoins, ÇA TUE !

Ne plus pouvoir travailler avec humanité, ÇA TUE !

La maltraitance institutionnelle, ÇA TUE !

Ne pas pouvoir soigner dans la dignité, ÇA TUE !

Le mépris, le manque de reconnaissance des professionnels de santé, ÇA TUE !

La précarité des soins, ÇA TUE !

Les chambres doubles triplées, ÇA TUE !

Le mépris de la souffrance, ÇA TUE !

Le mépris de nos revendications, ÇA TUE !

Le suicide de nos collègues, ÇA TUE !

Les restrictions budgétaires de la santé, ÇA TUE !

Le manque de lits d'hospitalisation, ÇA TUE !

Se faire agresser et être en manque de personnel, ÇA TUE !

Travailler contre ses valeurs de soignant.e.s, ÇA TUE !

Traiter l'hôpital comme une entreprise, ÇA TUE !

Traiter les patients comme des marchandises, ÇA TUE !

L'augmentation d'activité sans augmentation de personnels, ÇA TUE !

Parce que l'hôpital est malade et que ÇA TUE !

CSE : les délégués passent pro

Avis de professionnalisation syndicale à la RATP.

Les élections professionnelles prévues fin novembre vont voir mettre en place les CSE (Conseil social et économique) au sein de la RATP.

Le saucissonnage des différents corps de métier de l'entreprise, en départements liés entre eux par des contrats, a cassé l'unité professionnelle et syndicale. Comme ailleurs, ces contrats provoquent mensonges, tricheries, truquage de chiffres, renvoi sans fin des responsabilités, etc.

Entrave syndicale supplémentaire, les CSE vont professionnaliser le syndicalisme. Au niveau du métro, on va passer de plus de 150 syndiqué-es, dont au moins 80% sur le terrain (DP, DS, CHSCT, représentant-es au CDEP) à 27 : vu leur charge de travail (ou de proximité d'esprit avec le patron) on ne le verra plus trop sur les lignes. Et encore, à condition d'être un-e syndicaliste honnête, qui ne sera pas détournée de sa mission par l'habitude de manger à la même gamelle que le patron.

Contrairement aux discours larmoyants de la direction sur le manque d'argent, la RATP est une boîte riche. Très riche. Dans le top 5 des entreprises de transport mondiales, avec un peu plus de 100 000 employé-es dans le monde, 47 000 dans le groupe RATP (l'EPIC originel) et environ 55 000 à RATP DEV (la filiale privée), un parc foncier gigantesque, des accords avec la région Ile-de-France garantissant des revenus constants, une clientèle captive, une des régions les plus visitées au monde, l'appui de l'État. De l'argent

que de la boîte sait parfaitement utiliser pour se payer ses syndicalistes, assez remuant pour canaliser la colère des salarié-es mais pas suffisamment pour contrer les politiques anti-sociales et libérales de l'entreprise.

Depuis quelques années, les conditions de travail se dégradent à tous les niveaux : maintenance attaquée, discrètement passée au privé, salaires bloqués, retraites amputées par les décotes successives, culture du petit chef ayant tout pouvoir sur le quotidien et la carrière des agent-es, avancement à la tête du client, mensonges... (pardon, stratégie de com') pour expliquer ces manquements, turn over, etc.

■ Fossé avec le terrain

Les CSE vont concentrer encore plus de pouvoir dans encore moins de mains. Le fossé existant entre les syndicalistes pros et ceux qui chaque jour sont à l'écoute des salarié-es va se creuser encore plus car les heureux-ses élu-es auront la joie d'être débarrassé-es de la nécessité de fréquenter ceux qu'ils sont censés défendre.

Alors noir c'est noir il n'y a plus d'espoir ? Non, d'abord le noir est souvent la couleur de l'espoir... Et dans l'histoire sociale de la RATP ces 30

dernières années, les grands mouvements (1995, 2003, 2007) ont été toujours construits par la base, s'organisant loin des syndicats institutionnels, dont l'arrivée dans le mouvement signait la fin. Mais les agent-es qui ne sont pas dupes, savent qui les vend, à qui et pour quel profit. Et nous, militant-es de la CNT nous serons là pour le leur rappeler. ●

Patrick, ETPRECI75



■ Métier: permanent-e

Permanent-e à la RATP est un métier assez profitable dont on ne descend presque jamais, sauf pour la retraite. Leur carrière, leur pouvoir assurés, les pros du stylo signent n'importe quel protocole, du moment qu'une vague prime est versée aux salarié-es, sans mesurer les conséquences sur la vie des agent-es ou des usager-es.

Élections : y aller ou pas?

Les IRP et les élections dans la fonction publique d'Etat.

Nous avons créé une section syndicale au Samu social de Paris. Cette institution qui œuvre pour les plus précaires penserait-elle qu'il faille faire subir cette précarité aux agents pour qu'ils la comprennent mieux?

Nous sommes rattaché-es à la fonction publique d'Etat et des élections professionnelles auront lieu le 6 décembre prochain. Les partenaires sociaux commencent à s'agiter.

DRH et syndicats ont décidé de faire un protocole pour organiser ces élections. Vu qu'il y a du riffi entre les syndicats, certain-es ont voulu imposer la signature d'une charte éthique, sorte de pacte de non agression entre les organisations syndicales pendant les élections. Nous leur avons expliqué que nous considérerions comme ennemi-es des travailleur-ses celles et ceux qui tenteraient de bloquer le bon déroulement des opérations électorales, et le projet de charte rédigé par le service juridique de la boîte a été abandonné.

On s'est ensuite incrusté dans ce protocole en profitant pour faire élargir les listes électorales, en produisant des décrets et des circulaires rappelant les règles. Au départ, seul-es les contractuel-les pouvaient

voter. Les agents mis à disposition et les vacataires, qui sont en réalité des contractuel-les rémunéré-es à la vacation, ont désormais le droit de participer à ces élections.

Réunis en Assemblée Générale, nous avons expliqué à nos collègues ce qu'on pensait des institutions représentatives du personnel : le Comité technique (CT) et le CHSCT.

Le CT n'est qu'un organe consultatif et donne l'illusion de participer à ce que certain-es appellent un dialogue social. Dans la pratique, c'est toujours l'employeur qui décide. Le fait de siéger à cette instance n'apporte aucune garantie de contrer certaines décisions de l'employeur que nous pourrions tout-es considérer comme contraires à l'intérêt des salarié-es ou des usager-es.

Même si ses moyens d'actions ne sont pas aussi étendus que dans le privé, le CHSCT est un organe qui facilite les rencontres et les échanges entre salarié-es. Y être présent peut être souhaitable pour en faire un levier au service de la lutte collective.

Face à ces constats, se pose la question de participer ou non aux prochaines élections professionnelles.

Nous avons déjà acté que la possibilité de siéger au CT ou celle de pouvoir désigner des permanent-es



syndicaux ne pouvait pas motiver notre participation aux élections. Comment une personne qui n'est plus sur le terrain pourrait-elle comprendre les problématiques de celles et ceux qui y sont encore?

En plus de pouvoir assurer une présence au CHSCT, obtenir de nouveaux droits, comme celui de déposer un préavis de grève, peut en revanche nous amener à nous présenter aux élections.

À l'heure où nous écrivons, nous n'avons pas encore pris de décision sur de participer aux élections mais une chose est sûre, nous continuerons à faire du syndicalisme et nous ne rentrerons jamais dans une logique de co-gestion. ●

*Christophe et Michaël SSCT RP
(Syndicat des Travailleurs de la Santé,
du Social et des Collectivités Territoriales
de la Région Parisienne),*

ESA: un acharnement répressif

Solidarité avec les salarié-es réprimé-es par l'école d'architectes.

Il y a déjà quelques années, plusieurs salarié-es de l'ESA (École spéciale d'architecture) ont monté une section CNT, très rapidement attaquée par la direction de l'école. La plupart de ses membres ont licencié-es ou mis-es en dispense d'activité. Après plusieurs décisions favorables des prud'hommes concernant les salarié-es, une procédure de l'Inspection du travail pour

discrimination syndicale, un avis du Ministère du travail contre le motif économique, la direction de l'ESA continue de faire appel et s'obstine à ne pas reconnaître ses torts.

Le STE 75 et la section ESA continuent de lutter pour faire reconnaître les droits des salarié-es ou ex-salarié-es, ils-elles ont besoin du soutien de tous et de toutes.

Le syndicat des travailleur-ses de

l'éduc de la CNT Paris organisera un concert de solidarité au 33 Vignoles.

Pour le soutien financier, chèques à l'ordre de FAU, mention au dos « solidarité ESA », à envoyer au STE 75, 33 rue des Vignoles, 75 020 Paris.

Brésil



Le fascisme n'est pas encore au pouvoir mais il relâche déjà ses chiens !

Les plus de 200 millions de brésiliens ont vécu une campagne présidentielle très inquiétante.

Plusieurs assassinats politiques ont eu lieu et une tentative sur le principal candidat de cette course au pouvoir, Jair Bolsonaro. L'un des assassinats qui a fait réagir les brésiliens fut celui le 10 octobre de Romualdo Rosário da Costa, maître de capoeira et militant antiraciste. À 63 ans, il a reçu 12 coups de couteau dans le dos, donné par Paulo Sérgio Ferreira de Santana, 36 ans, et électeur du candidat Jair Bolsonaro (du Parti Social Liberal). Le motif du crime était, justement, une dispute sur les élections.

Jair Bolsonaro, le candidat d'extrême droite, pasteur évangéliste a remporté plus de 46% des voix exprimées aux élections présidentielles du 7 octobre 2018. Ce candidat du Parti social Libéral avait dédié son vote à un militaire ayant participé à la torture de Dilma Rousse, la présidente sortante, durant la dic-

tature des généraux de 1964-1985. L'extrême droite est aux portes du pouvoir mais il reste un second tour à ces élections, prévu pour le 20 octobre.

Les 7 et 8 octobre, ces résultats ont déjà provoqué de violentes manifestations pro-fascistes qui ont dégénérées en agressions à caractère homophobe et raciste. L'une des plus choquantes s'est produite à Porto Alegre. Des militants pro Bolsonaro ont agressé une femme de 19 ans qui portait un T-shirt du parti des travailleurs. Ils lui ont gravé des croix gammées sur le corps avec des couteaux. Plus de 70 cas de violences ont été recensés dans le pays. Plusieurs organisations de gauche et antiracistes ont appelé à manifester le jour du second tour, le 20 octobre pour montrer la résistance populaire à cette montée du fascisme.

La Coordenação Anarquista Brasileira - CAB déclare sur sa page :

« Nos drapeaux de classe doivent être levés en ce moment d'attaque proto-fasciste et ultra-libérale. Nous ne pouvons succomber à la panique et à la crainte provoquée par les élites réactionnaires. Notre rôle est de résister activement en renforçant la solidarité de classe, d'assurer la lutte dans les rues et la mobilisation permanente de celles et ceux du bas ! »

Plusieurs appels à rassemblements antifascistes de soutien aux brésiliens ont déjà été lancés en France pour les semaines à venir, le secrétariat international de la CNT appelle à s'y joindre. ●

Le GT Amériques

Tunisie

Mensonge et répression généralisés

« Sept ans après la révolution il y a un grand progrès, la censure n'est plus et la liberté d'expression est garantie par la loi, mais on remarque un manque de volonté de l'État à développer un journalisme indépendant. » France Culture 25/01/2018 (Yasmine Kacha, ex-directrice de RSF Afrique du Nord)

« Depuis la révolution du Jasmin en 2011, jamais la Tunisie n'a connu pareille effervescence artistique (...) Le festival Jaou (...) succédant au Festival international de photographie (...) et précédant « Utopies visuelles », une exposition organisée dans le Sud brûlant, à Sousse (...)

La société civile est combative, gonflée à bloc dans la perspective des élections présidentielles de 2019. » Le Monde 8/07/2018

Faire une revue générale des discours mensongers à propos de la Tunisie est un travail long et fastidieux. France Culture et RSF croient que la liberté et l'indépendance sont garanties par la loi et l'État, et Le Monde transpire d'émotion devant des photos tunisiennes dans le « sud brûlant, à

Sousse », (une grande ville du Nord du pays). Le Monde s'enthousiasme aussi pour « la société civile » (pure chimère verbale) et les prochaines parodies électorales. La vie quotidienne du peuple est loin de cette mascarade. Inflation galopante (la monnaie a perdu plus de la moitié de sa valeur depuis 2011), ultra-li-

béralime et privilèges pour les multinationales, ruine des paysans sous la pression du FMI, de l'Europe et des accords de libre-échange... Répression et manipulation contre tout ceux qui osent encore élever la voix, syndicats et collectifs de chômeurs en tête.

M. est un membre du bureau national de l'UDC (Union des Diplômés Chômeurs). Il est chargé de l'organisation interne du syndicat. A la fin de l'année 2017, il se rend au Kef (Nord-Est de la Tunisie), alors que le bureau local de l'UDC ne donne plus de nouvelles. Il apprend par des militants de gauche (de la coalition « Front populaire »), que S., le responsable du syndicat a fait sept mois de prison pour ses activités syndicales, et que le bureau est désormais inactif. S. n'est pas un militant connu, il n'est pas défendu par des avocats célèbres, des personnalités médiatiques, ni même par les partis et syndicats de gauche. Son incarcération se déroule donc dans le plus grand silence. Si la peine de prison de S. est plutôt longue, son cas n'est pas isolé, et depuis quelques années les procès politiques se multiplient à l'encontre de milliers de Tunisiens qui continuent de protester à travers le pays contre un État qui a failli à toutes ses promesses sociales. Des procès politiques qui contredisent la quasi-intégralité du discours des journalistes, artistes et universitaires qui célèbrent « l'exception tunisienne », et sa « transition réussie ». Des clichés

qui ont la vie dure, et confisquent la parole d'un peuple qui continue sa lutte en étant dépourvu de relais suffisamment fort pour contrer cette propagande.

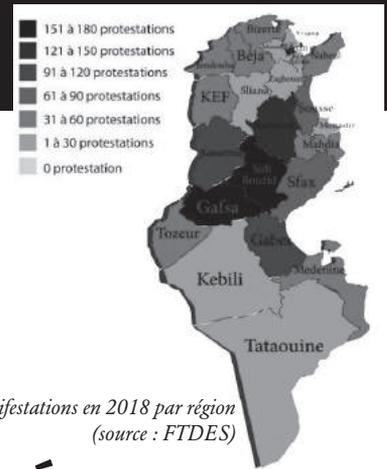
■ **En janvier 2018, une nouvelle insurrection se généralisait à l'ensemble du pays.**

Elle est bien plus brève et moins unanime qu'en janvier 2011, mais elle porte les mêmes revendications de justice sociale. Les manifestants refusent les hausses de prix et les coupes dans la fonction publique contenues dans la loi de finance 2018 du gouvernement de l'ultra-libéral Youssef Chahed aux ordres du FMI. La répression fera un mort et des milliers de blessés. Le FTDES (forum tunisien des droits économiques et sociaux, petite plate forme associative de gauche), recensait en février 2018, à la suite de ce mouvement, plus de 1000 arrestations (dont des centaines de mineurs) et 70 procès... Pour le simple fait d'avoir manifesté. Mais le FTDES n'avait pas les moyens humains de retrouver l'ensemble des arrestations et des procès. Nombreux sont les jeunes qui allèrent en prison sans

que personne ne connaisse leur cas. La loi sur l'état d'urgence adoptée et renouvelée sans cesse depuis 2015 permet d'assimiler manifestants et terroristes. La répression de janvier 2018 n'est pourtant ni nouvelle ni exceptionnelle. Le 21 mai 2014, par exemple, le tribunal de première instance de Gafsa prononçait déjà des peines allant jusqu'à 10 ans de prisons pour 13 habitants d'Om Laarayaes (petite ville minière du sud du pays), suite à leur participation à des manifestations qui réclamaient la redistribution des revenus des mines de phosphate.

■ **Syndicats et collectifs de chômeurs en première ligne.**

B. est militant du syndicat de base des fonctionnaires de l'éducation affilié à l'UGTT (union générale des travailleurs Tunisiens) à Sidi Bouzid, au centre-ouest de la Tunisie. Cette année, à quelques exceptions près au niveau local, dans des branches ou syndicats combattifs, l'UGTT n'a pas soutenu les manifestations et les grèves. Mais s'il ne peut pas bouger avec l'UGTT, B. est un membre historique du syndicat des chômeurs (UDC), et il continue de soutenir



Carte du nombre de manifestations en 2018 par région (source : FTDES)

par principe les mouvements de chômeurs et leurs sit-in. C'est le cas en octobre 2018 lors d'un sit-in qui a lieu dans la délégation de Regueb, où la police interpelle violemment plusieurs sit-ineurs. B. et quelques autres syndicalistes apportent leur soutien et obtiennent leur libération. Quelques jours plus tard, B. est convoqué au commissariat central de Sidi Bouzid. Depuis la révolution, B., qui a été une figure locale du mouvement révolutionnaire, n'avait jamais été arrêté.

Toujours en octobre 2018, trois membres du bureau exécutif de l'UDC à Kairouan, au centre de la Tunisie, sont également convoqués par la police. Ils sont accusés d'avoir organisé un sit-in en avril 2018, lors duquel ils avaient déjà été arrêtés.

Le 10 octobre, à Mekkassy (gou-

vernorat de Sidi Bouzid), les convocations au commissariat tombent pour les militants du collectif de chômeurs « haremna » qui avaient bloqué une route en janvier 2017 pour protester contre les promesses d'emplois non tenues. Lors de ce mouvement, plusieurs membres du collectif avaient été agressés par la police, membres brisés.

En avril 2018, à Tozeur (sud-ouest de la Tunisie), une manifestation est organisée par l'UDC devant le gouvernorat de la ville. L'UDC dénonce les promesses d'embauche non tenues et la corruption de l'administration. Les syndicalistes sont battus en pleine rue par la police, et par certains fonctionnaires, venus leur prêter main forte. Mais ils sont également entraînés devant les tribunaux. Certains d'entre eux sont toujours en

prison et ils sont condamnés à plusieurs milliers de dinars d'amende.

Menzel Bouzayene (gouvernorat de Sidi Bouzid), un simple citoyen, Rachid Amari, se met en grève de la faim depuis une dizaine de jours. Son père est handicapé et il possède le « carnet blanc » des familles pauvres. Il est prioritaire pour les recrutements de chômeurs promis par l'État. Mais depuis 7 ans, il attend.

La liste des actes autoritaires et brutaux de l'État tunisien à l'encontre des syndicalistes ou des simples manifestants est longue. La propagande des médias français et le soutien affiché du Président Macron à son homologue Béji Caïd Sebti renouvelle, dans la continuité, la dictature et la Françafrique. ●

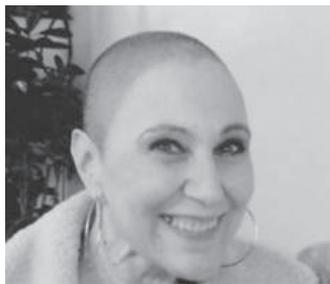
GT Afrique

Comme notre camarade Gisèle, nous continuerons de lutter !

Gisèle Felhendler s'est éteinte dans la nuit du 16 au 17 septembre 2018. Nombreuses et nombreux étaient les camarades venu-e-s lui rendre hommage lors de son enterrement à Pantin, venant de différents horizons politiques, de différents continents, preuve s'il en était besoin de l'attachement que provoquait la personnalité de Gisèle. Militante déterminée, Gisèle ne se séparait jamais de son sourire, de son second degré, d'une joie contagieuse qu'elle parvenait toujours à transmettre aux autres.

Entre autres activités, Gisèle animait depuis plusieurs années le réseau Sortir du Colonialisme, où elle était l'indispensable cheville ouvrière de la Semaine anti-coloniale et de son Salon existant depuis 2006 au cours duquel la CNT avait toujours une table. Point de rencontre des damné-e-s de la Terre, cette Semaine permet de donner la parole à celles et ceux qui en sont privé-e-s tout au long de l'année, de celles et ceux que le capitalisme et l'impérialisme veulent faire taire pour continuer à exploiter les ressources et les êtres

humains. Ce travail harassant au sein de Sortir du Colonialisme ressemblait beaucoup à ce que Gisèle était : solidaire de toutes les justes causes, de son quartier parisien à la Palestine, en passant par les Amériques, l'Afrique, la Kanaky et tant d'autres terres, l'antiracisme, l'anti-



colonialisme, et l'internationalisme chevillés au cœur.

Des causes qu'elles défendaient régulièrement dans son émission « Sortir du colonialisme » d'abord sur Radio Libertaire puis sur Radio Fréquence Paris Plurielle, mais aussi au cours de beaucoup d'initiatives

publiques : occupations, manifestations, conférences, débats...

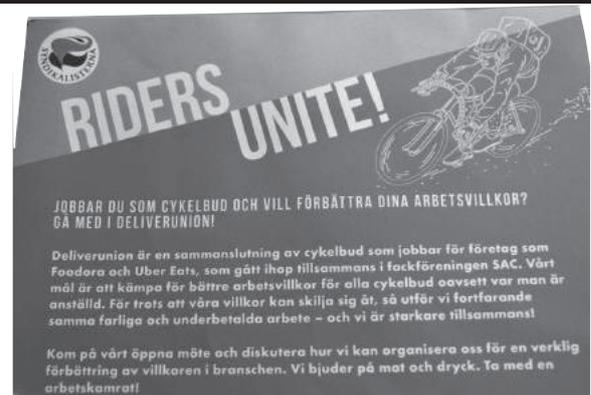
Adhérente un temps à la CNT, Gisèle participait aux travaux du Groupe Afrique du Secrétariat International où elle apportait la finesse de son point de vue pour développer la solidarité internationale au sein de notre organisation.

La joyeuse présence de Gisèle et son enthousiasme débordant nous manqueront mais son infatigable envie de lutter, ensemble, pour un autre futur continuera de nous accompagner, année après année. Gisèle était de ces personnes qui ne disparaissent jamais car elle continuera de vivre dans nos mémoires, dans nos luttes, dans ses luttes. Parce que Gisèle, toujours debout, incarnait mieux que quiconque ce que vivre dignement voulait dire, nous continuerons de lutter.

Nous tenons à adresser à Alban, son compagnon, et à Elodie, sa fille, toute notre amitié et tout notre soutien. ●

Ses camarades du Secrétariat International de la CNT

Suède



La CNT au 32e congrès de la SAC à Gälve

Du 27 au 31 septembre 2018, la SAC organisait, à Gälve, son 32e congrès. Lieu symbolique puisque la ville natale de Joe Hill comprend un musée *La Sveriges Arbetares Centralorganisation (Organisation centrale des travailleurs suédois)* où la SAC fut fondée en 1910.

Ce syndicat se revendique anarcho-sindicaliste et syndicaliste révolutionnaire. Il a participé avec l'envoi de 500 membres aux Brigades internationales durant la guerre d'Espagne et fut l'un des syndicats ayant participé à la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs. Au plus fort de son histoire, en 1925, ce syndicat revendiquait 37 000 membres.

Aujourd'hui, il compte 3000 membres réparti-es sur toute la Suède, structuré-es en unions locales et en syndicats de branche. La SAC se restructure autour de nouveaux enjeux de lutte et ce congrès était une date attendue par ses militant-e-s pour relancer l'organisation.

La SAC se réunit tous les trois ans en congrès pour prendre des décisions de fonctionnement, des motions et pour permettre des rencontres qui sont parfois difficiles dans un si vaste pays.

Lors de ce congrès, la SAC a beaucoup discuté sur la question des décharges et de la compensation financière pour cinq de ses représentant-e-s : Secrétaire général, Trésorerie, Communication publique et interne, Webmaster, rédaction du journal lié au syndicat, *Arbetaren* (<https://www.arbetaren.se/magasinet/>)

Le débat portait sur les conditions de ces décharges syndicales. Leurs indemnités sont plafonnées et votées lors du congrès. Comme l'a dit un camarade lors d'une inter-

vention à la tribune : «Vu le montant des rémunérations, il n'y aura pas de rock star à la SAC».

L'ensemble du bureau a été renouvelé à l'occasion du congrès.

Les campagnes actuelles de la SAC concernent la défense du droit de grève autour d'une campagne nommée *Strikes Back* (<http://strikeback.se/>). Des manifestations ont été organisées en août et sont en prévision pour les prochains mois. Cette campagne est de premier ordre pour les syndicalistes de la SAC car une loi est en préparation pour interdire les grèves en dehors des négociations avec le patronat. Les camarades y voient une restriction, voire une suppression du droit de grève et une menace directe contre le syndicalisme.

Les camarades étaient d'autant plus inquiet-e-s que les législatives venaient de voir une importante poussée des Démocrates de Suède (décrits par les camarades comme notre RN) avec 17,53% des voix. Ils ont donc réaffirmé leur pratiques de l'action directe et se sont engagés dans la poursuite de la lutte pour la défense du droit de grève.

Une autre campagne se fait en lien avec la FAU sur la question

des livreurs à vélo : <https://deliverunion.fau.org/>

Il a aussi été question de faire valider une commission antisexiste déjà à l'œuvre et d'acter la relance d'une commission dédiées aux questions internationales avec l'intention de réussir à remobiliser la coordination Rouge et Noire ainsi qu'en s'investissant dans la constitution de la nouvelle Confédération Internatio-



nale du Travail initiée à Parme cette année. Des délégations des IWW de Grande Bretagne, l'I.P de Pologne, la FAU d'Allemagne, la CGT de l'Espagne, l'USI d'Italie ainsi que la CNT étaient présentes.

Ces présences ont permis de nombreux échanges sur les perspectives de luttes internationalistes et la nécessaire solidarité entre les travailleuses et les travailleurs, au-delà des frontières. ●

Valentin (GT Europe)



Réunion publique à la Bourse du Travail de Paris le 19 septembre. Crédit photo VP.

Sortie du numéro 2 d'Autogestion

« Kanaky : autodétermination. La longue patience du peuple Kanak ».

L'union locale CNT d'Argenteuil a sorti en octobre dernier leur deuxième *Autogestion*, « cahiers d'analyses syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes ». Ce numéro est consacré à la lutte Kanak. Nous publions ici un extrait du numéro, l'échange avec Rock Haocas, secrétaire confédéral de l'USTKE (Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et des Exploités) et chargé de la communication et des relations extérieures.

Dans le cadre de la venue en France d'une délégation de l'USTKE en septembre 2018, et de la réunion publique qui s'est tenue à Paris, nous avons pu échanger par l'intermédiaire de Mina Kherfi (représentante en France de l'USTKE) et il en découle cet entretien avec Rock. (réalisé avant le référendum du 4 novembre 2018).

Le 4 novembre 2018 un référendum d'autodétermination est organisé en Kanaky. Enjeu des luttes des années 1984-1988 et, à l'origine fixé à 1998, il aura fallu 30 ans pour que cette consultation devienne effective. Pourquoi ce délai si long ?

R.H. : Délai si long pour un référendum: les accords de Matignon - Oudinot (1988-1988) prévoyaient notamment l'organisation d'un scrutin d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie dans les dix ans. Finalement dix ans après les Accords de Matignon, pas de référendum, mais indépendantistes et non-indépendantistes décident de négocier de nouveaux accords avec l'État. Le 5 mai 1998, l'Accord de Nouméa est signé. Il prévoit également, de nouveau, l'organisation d'un scrutin d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie dans les dix ans (avec possibilité d'organiser, sur demande du Congrès calédonien, deux autres scrutins jusqu'en

2022, si le non l'emportait lors du premier référendum). Les accords Matignon-Oudinot ont été prolongés par l'ADN, Accord De Nouméa. Le référendum initialement prévu en 1998 du premier accord a été reporté à la dernière phase de l'ADN entre 2018 et 2019, elle a finalement été fixée au 4 novembre 2018 par l'Etat. Pourquoi ce temps long, parce qu'on est tributaire des accords qu'on signe. Et pourquoi on subit, parce qu'on est minoritaire.

En 1984 les forces Kanak, globalement unifiées au sein du FLNKS, faisaient de la tenue de ce scrutin une revendication prioritaire, considérant alors que le premier projet fixant la consultation à 1998 était une diversion. Aujourd'hui le FLNKS appelle à voter pour le OUI tandis que l'USTKE a pris la décision, lors de son XVI congrès, de ne pas participer à ce référendum « bidonné », selon vos termes. Quels éléments ont conduit à ces approches différentes au sein du camp indépendantiste ?

R.H. : Nous nous exprimons au nom de l'USTKE et du PT (Parti Travailleiste), voir le FLNKS pour connaître les raisons de leur participation, eux sont signataires des accords de Nouméa, pas nous ! L'USTKE s'est positionnée sur la base de ses propres analyses et dans l'intérêt du peuple Kanak, notamment du bilan social et politique des accords de

Nouméa, « dits de rééquilibrage », que l'on juge négatif. L'USTKE a fait son choix sur la base d'une analyse du bilan social sur les 30 ans d'accord, et sur la base d'une analyse politique réalisée par son relais politique qu'est le Parti Travailleiste. A noter ici que l'USTKE a été créée en 1981, a été membre fondateur du FLNKS en 1984, s'en est sortie en 1989, puis a créé son propre relais politique en 2007.

L'USTKE a créé un parti politique « Le Parti Travailleiste ». Peux-tu indiquer à nos lecteurs/trices la signification de ce choix : référence au mouvement syndical britannique ? Alternative politique au FLNKS ? Ou autres considérations ?

R. H. : 1981 : Création de l'USTKE. 1984 : création du FLNKS, l'USTKE en est membre fondateur. 1988 : le FLNKS entre dans les institutions, avec les accords de Matignon. 1989 : l'USTKE sort du FLNKS, et axe son travail directement dans le milieu social, le FLNKS restait le relais politique. Au fur et à mesure du temps, de l'avancée de la lutte, les structures politiques détentrices des institutions ne répondant plus aux aspirations des travailleurs et plus largement de la population, l'USTKE décide de se doter de son propre relais politique. 2007 : assemblée constituante du Parti Travailleiste, décision interne

Le Sommaire d'Autogestion n°2, UL CNT Argenteuil

Édito : Lutte pour l'autodétermination du peuple Kanak et Responsabilités anti-impérialistes du mouvement ouvrier de Métropole

-Échanges avec Rock Haocas, secrétaire confédéral de l'USTKE, chargé de la communication et des Relations Extérieures.

-Aux origines de la prise de possession de l'Ile.

-Les stigmates de 160 années d'occupation coloniale. L'Exposition Universelle de Paris en 1931.

-L'heure de l'organisation.

-Autonomie politique et actions directes pour l'autodétermination.

-De la lutte contre le statut Pons au massacre d'Ouvéa.

-Le compromis des Accords de Matignon.

-Le chemin sinueux et piégé de la voie référendaire : 1988-2018. Le positionnement des forces indépendantistes pour le référendum du 4 Novembre 2018.

-Échos du meeting parisien de l'USTKE. / Combat anti-impérialiste et lutte pour l'émancipation sociale.

Vous pouvez commander ce numéro en envoyant un chèque postal, port gratuit. Disponible à compter du 15 octobre. Prix 5,00 euros. Adresse : Union locale CNT d'Argenteuil et des environs. Espace Nelson Mandela (Bureau 117 au 1er ETAGE). 82, Boulevard du général Leclerc 95100 Argenteuil.

et souveraine des travailleurs réunis en assemblée. Le constat a été fait par le syndicat qu'il n'y ait plus de relais politiques efficaces sur les bases de ses revendications sociales, il a donc décidé de se doter de son propre relais politique.

Lors d'une de tes interventions à la réunion publique du 19 septembre à la Bourse du Travail de Paris, tu as, en qualité de secrétaire confédéral et chargé

de la communication et des relations extérieures au sein de l'USTKE, considéré que face à une situation d'échec il fallait définir une « nouvelle stratégie pour la période 2018-2020 car, en cas de victoire du NON, une nouvelle consultation devrait alors avoir lieu, voire une troisième. » En quoi peut consister cette nouvelle stratégie qui a sans doute été débattue lors de votre récent congrès ?

R.H. : Au lendemain du référen-

dum, tout d'abord analyse des résultats. Puis établir une stratégie pour le prochain référendum de 2020, cette stratégie sera décidée au moment opportun, l'indépendance kanak et socialiste (l'IKS) restant à jamais notre objectif. L'objectif étant de gagner le référendum en 2020 ou 2022. ●

UL CNT Argenteuil.

Palestine

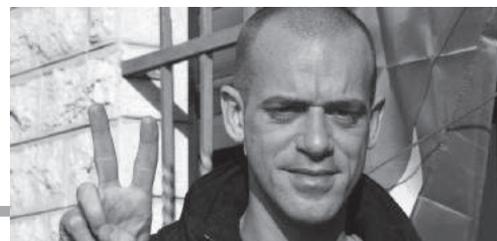
Salah Hamouri enfin libre !

Après plus d'un an d'enfermement dans les prisons israéliennes, l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri a été libéré le 30 septembre 2018. Rappelons qu'il avait été arrêté en août 2017 sans motif et que ni lui, ni son avocat ni sa famille n'ont eu connaissance des motifs de sa détention durant toute la période de son incarcération. De même il est sorti sans qu'aucune charge n'ait été

retenue contre lui.

La pratique de la détention administrative très fréquemment utilisée par Israël permet en effet de garder une personne sans exprimer aucun motif aussi longtemps que les autorités le veulent.

Salah Hamouri en a pâti pendant 13 longs mois, et environ 400 prisonniers palestiniens subissent encore ce régime absurde et injuste.



Si nous nous réjouissons de la libération de Salah Hamouri, nous ne pouvons accepter que 6000 autres palestiniens soient retenus dans les prisons israéliennes (dont 400 enfants) pour des raisons politiques. Liberté pour tous les prisonniers palestiniens ! ●

Le GT Palestine



Tou-tes en scène !

Expérience de théâtre forum, un outil d'éducation populaire. Pour mieux cerner le sexisme en milieu militant.

Au sein du syndicat nantais, on eu envie de travailler sur les attitudes, positionnements et comportements sexistes, en utilisant un outil d'éducation populaire qui implique et oblige à se mettre en question. La proximité des camarades du théâtre de l'Opprimé-e qui répètent dans un salle attenante à celle où on tient nos AG a poussé à leur proposer de travailler le sujet. Naïvement, on pensait au début qu'on allait leur exposer nos attentes, déballer la problématique, donner du « matériau », et que les militantes du TO (Théâtre de l'Opprimé-e) allaient concocter une pièce, jouée quelques mois plus tard. Une représentation à laquelle on aurait assisté de manière active pour proposer des alternatives aux échanges entre les personnages sur le plateau, en prenant leur place à un instant du déroulement de la scène, pour proposer un autre issue à la situation jouée, d'autres arguments bousculant les rapports d'oppression. C'est le principe même du théâtre forum*, menant une situation-constat vers d'autres possibles en faisant bouger les rapports de

force.

Les militantes du TO nous ont proposé de nous engager tout du long de la genèse de deux situations dialoguées et jouées. Ce qu'on a fait, plus guidé-es par le sens de l'autogestion que par un appétit de comédien-nes amateur-es. Jouer devant des gens, savoir notre texte par cœur, on l'appréhendait plutôt. On n'y avait pas trop pensé mais le fait d'incarner des personnages peu sympathiques, voire odieux, est souvent très déstabilisant. Mais engagé-es dans la démarche, on n'avait plus le choix.

■ Salauds, victimes, attentistes

De septembre 2017 à fin mai suivant, il y a eu une trentaine de séances de préparation. Chacune commence par de échauffements et des jeux qui servent aussi à se sentir en confiance pour jouer des personnages qui peuvent être très éloignés de ce qu'on pense et même de ce qu'on pourrait supporter de la part de camarades. Il faut bien incarner la figure du salaud, mais aussi celles

des hésitant-es, des attentistes, les réflexes d'esquive pour ne pas affronter un conflit, etc. On a été six cénétistes à s'engager dans le processus.

■ Trois femmes, trois hommes

Les militantes du TO palliaient aux absences d'un soir, pour que le groupe puisse affiner, rejouer, se caler. Habituees à ces phases de définition des personnages, utiles pour faire apparaître les différentes facettes de postures devant une oppression, ces habituées du TO nous ont fait jouer en groupe des images fixes pour représenter un sentiment. Un exercice préparatoire. Les poings serrés, le regard dur, bien campé-es sur nos jambes, on s'est parfois vu-es en modèles réaliste-socialistes pour un sculpteur bolchevik de statue de groupe... On s'est bien marré.

Et puis à force d'impros et de bribes de situations jouées et corrigées ensemble, les dialogues se sont affinés. On a pas mal discuté des évolutions possibles des gens situés dans l'entre deux, ni dans un rôle d'opresseur, ni directement victime.



C'est sur ces profils que s'appuient les spectateurs qui interviennent dans la présentations pour suggérer des fins différentes à la scène. Avant ça, on a discuté des failles et des travers de nos personnages, de leurs contradictions, de ce qui pourrait les faire changer de position. « *Et tu crois pas qu'il dirait ça plutôt sans trop d'assurance, genre profil bas, pas sûr de lui ?* » « *Et là, il me semble qu'elle pourrait vaciller, lâcher sa position de soutien inconditionnel* » « *Normalement, le personnage il doit beaucoup à ce salaud, il lui est redevable, rappelle-toi, d'après son histoire, il l'a tiré d'affaire...* »

■ Situations génériques

La mise en scène a déterminé nos positions sur le plateau, les déplacements, les attitudes pour que ça paraisse crédible. Il n'était pas question de scénariser une situation précise, mais d'incarner des stéréotypes à l'œuvre, des réflexes et des arguments récurrents, y compris de mauvaise foi, repérés dans de nombreux cas de figures.

Les deux scènes d'une dizaine de

minutes chacune se sont centrées sur des situations un peu génériques. Celle que l'on finalement joué devant le public voit une association de lutte contre les discriminations apprendre qu'un de ses militants éminents frappe sa compagne dans l'intimité de son couple.

En plus de construire cet outil de réflexion, d'interrogation et de débat à partager lors des représentations, ce qu'on a appris, c'est que dans des situations qui paraissent figées, il peut y avoir des retournements, des gens qui ne prenaient pas position et qui finalement se mouillent, changent de regard et d'analyse, deviennent des alliés dans la gestion collective du conflit. « *Ce que je trouve, c'est que depuis, je croise par-ci par-là des équivalents des personnages de notre "pièce", et du coup ça me fait marrer mais aussi ça m'aide à savoir quoi leur répondre, quand il faut* » dit Maria.

« *Ça nous a aussi permis de prendre le temps de se parler avec du recul, et de mieux se connaître entre nous, l'équipe du TO nous aidant à mettre des mots sur nos ressentis et nous poussant dans nos retranchements. Bizarrement, c'est*

en montant ces saynètes que nous avons dû nous parler sans "jouer le rôle" que nous jouons parfois dans la vie » ajoute Stéphanie.

Ces deux scènes ont été présentées deux fois, une fois lors d'un fête de B17, le lieu autogéré où la CNT nantaise tient ses permanences, réunions et débats, et une autre fois au même endroit dans le cadre d'une formation sur le patriarcat initiée par l'Union régionale CNT Bretagne-Pays de la Loire. Devant une trentaine de militant-es chaque fois. On en est sorti-es plutôt ravi-es de l'expérience, en se disant qu'ici comme dans d'autres situations, le chemin parcouru est aussi important que le but. ●

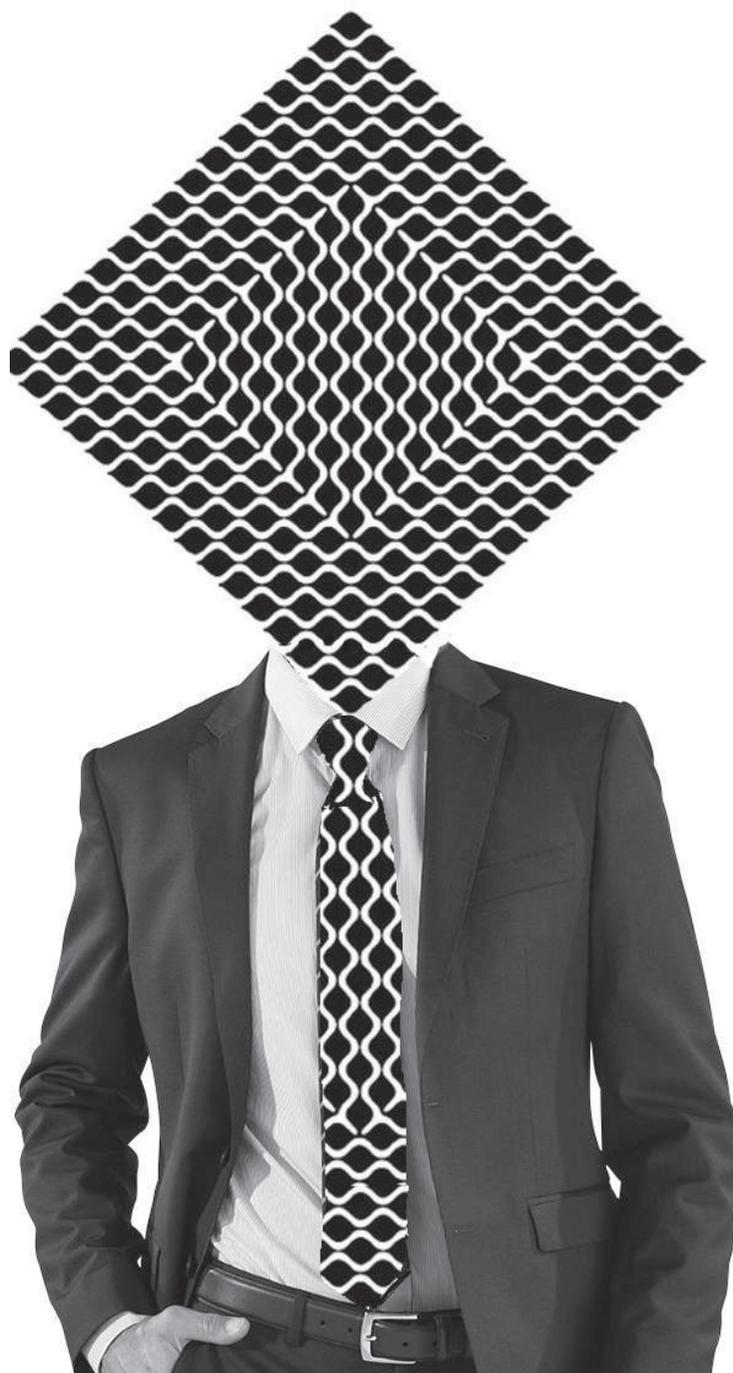
CNT interco Nantes

* Le théâtre forum est une des formes du théâtre de l'opprimé, technique mise au point dans les années 1960 par le Brésilien Augusto Boal, dans les favelas de São Paulo. Une personne « joker » permet d'arrêter le jeu à un moment de la saynète, facilitant l'entrée des personnes du « public » montant sur scène pour proposer une alternative au cours des échanges. À Nantes, la démarche s'inscrit dans la démarche de la Cie NAJE (Nous n'abandonnerons jamais l'espoir, compagnie professionnelle pour la transformation sociale et politique pratiquant les méthodes d'Augusto Boal.)

Mon patron, c'est un algorithme

Le travail d'aujourd'hui, écrasé par des plate formes.

Avec Uber ou Airbnb, l'hôtellerie, les transports, sont envahis par de pseudo travailleurs-euses indépendant-es soumis-es à des plate formes qui les mettent en relation avec des client-es, des particuliers. On retrouve des formes de travail domestique invisible en vigueur au 16e siècle quand des paysan-es confectionnaient des textiles à domicile. On retrouve ainsi des formes de travail domestique invisible en vigueur au 16e siècle quand des paysan-es confectionnaient des textiles à domicile. Au début, les enfumeurs du langage ont tenté d'imposer le terme d'« économie collaborative ». Les statistiques classent les auto-entrepreneur-es comme « entrepreneurs du numérique ». Ça fait classe. Mais la subordination aux plate-formes a bien montré les termes de cette nouvelle fore d'externalisation et la précarisation du travail, avec un contrôle permanent du rendement, de la disponibilité, de l'assiduité, de la localisation et des cadences, c'est à dire de la soumission volontaire à mettre sa vie en danger, en grillant les feux rouges à vélo pour livrer au plus vite



par exemple. Chapeau l'embrouille : les contraintes doivent être intériorisées pour se le faire subir, ce qui tend à une exploitation sans besoin

de consentement.

Le système de notation permanente et de commentaires qui envahit l'ensemble de nos pratiques sociales (du resto aux services publics, en passant par les entreprises) a vite servi chez Uber and co de variable concurrentielle entre des gens qui ont objectivement un quotidien au travail et des intérêts communs. Sans contre-maître, sans chrono, sans bad-geuse, sans mouchard dans l'atelier...

Un article de la revue de sciences humaines *Tracés** explore et élargit les contradictions de ce nouveau modèle ultralibéral d'exploitation de trimard-es modernes en le reliant aux travaux féministes qui ont révélé que l'activité domestique des femmes équivalait à du travail invisibilisé, avant les notions de « travail immatériel », puis de travail bénévole, celui des clients et consommateurs. L'auteur s'interroge sur la redéfinition actuelle de la catégorie travail qui forcément doit interroger nos pratiques syndicales. Le premier qui réussit à séquestrer un algorithme prévient les autres. ●

Nico interco Nantes

*« Le digital labour, extension infinie ou fin du travail ? », par Sébastien Broca, *Tracés* n° 32 | 2017: <http://journals.openedition.org/traces/6882>

J'bosse pas, j'fais de la politique

Sociologie du « travail », bénévole, coopératif, militant.



Chantier collectif à ND des Landes, en avril dernier

« **C**hantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste. » Cet article de la sociologue Geneviève Pruvost publié par la revue Sociologie du travail* étudie l'organisation des tâches dans des chantiers participatifs, autogérés et collectifs, y compris leurs dérives, tant dans un cadre de bénévolat ou d'une coopérative SCOP, qu'au sein de la lutte à N-D-des-Landes. « Construire à la ZAD en un temps record avec des biomatériaux

relève de l'action directe non violente, prolongeant le geste accompli par les chantiers participatifs en une prise de position, dans tous les sens du terme, dans l'espace public. » L'article envisage le caractère flou de l'organisation, les effectifs changeants sur plusieurs jours du fait du turnover des militant-es sur le site de construction. « Les zadistes, concepteurs des plans de la cabane, dont certains sont des professionnels de la construction ou des bricoleurs expérimentés, assurent le lancement du

chantier, mais ils ne seront pas présents à plein temps, pris par d'autres activités militantes ou professionnelles. À ceci s'ajoute que personne ne peut prévoir le nombre de participants de passage à la ZAD, encore moins leurs compétences. »

L'étude date de 2015, elle est mise en ligne gratuitement et le propos reste toujours pertinent. Le travail, envisagé dans le monde militant de l'éco-construction, est vécu comme une prise de position politique, écologique, libertaire par des partisan-es de l'utopie concrète, engagé-es dans la recherche de cohérence entre théories et pratiques écologiques. Ce qui interroge les notions de « participation » et de « travail » dans une perspective critique du développement industriel... L'autrice évoque le « brouillage convivial des hiérarchies », la division des tâches, leur rotation, et la question de « comment désamorcer la tentation hiérarchique » ici vu dans une coopérative mais qui vaudrait pour toute activité militante. ●

Nico Interco Nantes

* Sociologie du travail, Vol. 57 - n° 1 | 2015, pp 81-103 : <https://journals.openedition.org/sdt/1819>

LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleurs-euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !



AngolaJanga, l'histoire d'un quilombo d'esclaves marrons.

Pour tout l'or du monde

Bienvenue dans les bas-fonds du capital. Visite critique guidée avec la revue Z.

La Guyane, territoire colonial français, est d'ordinaire bien loin des radars de l'actualité, sauf quand la révolte bloque l'économie et les ronds points, ou que trois ans après, d'obscurs ministres assurent que le plan d'urgence « avance bien ». À huit, pendant un mois de reportage, l'équipe nomade de la revue Z (« enquête et critique sociale ») a mené un travail d'imprégnation d'où sort cette vision de la Guyane pourrie par l'orpaillage, convoitée par les appétits féroces des multinationales et leur folie extractiviste. L'or qui nourrit les banques et la bijouterie. L'or, une tonne de roche à arracher au sol pour produire un gramme du métal si précieux. Accessoirement en participant activement au saccage de l'Amazonie. Le cynisme a poussé les promoteurs de cette destruction à donner le nom de « Montagne d'or » à un projet de méga-mine d'or à ciel ouvert en pleine forêt amazonienne, près de Saint-Laurent-du-Maroni. On dirait un épisode de Picsou en nettement plus violent.

Ce numéro rend visite à la base aérospatiale de Kourou, revient sur le mouvement social massif de 2017. Et explore aussi les luttes anticoloniales et amérindiennes. On lira un article passionnant sur le marronnage, ces maquis d'esclaves

(neg mawons, quilombolas, palenqueros...) capables de générer des mini société autogestionnaires : un pays « en dehors », de résistance et de sécession, considéré par l'auteur comme une « première forme d'anarchisme afro-diasporique », où « ne se pratiquait aucune forme de commerce, cette activité étant manifestement liée pour eux à l'exploitation d'autrui », tout ceci en mettant en place « une série de mécanismes prévenant l'accumulation du pouvoir et de la richesse » et donc de la domination d'un appareil ressemblant à un gouvernement d'État. D'où la critique de la pourtant mythique première république noire d'Haïti où le pouvoir a vite été capté, accaparé, par une bourgeoisie créole. Mais dans les « coumbites » haïtiens, ont existé des sociétés dites égalitaires (mais on ne dit rien sur la place des femmes ...), communautés paysannes où « on cultive la terre du prochain qui a son tour cultive la vôtre. Le travail n'est pas payé mais échangé. Au sein des « escouades », le travail se fait par rotation, chaque propriétaire du lopin menant l'équipe de ses congénères, se mettant au service des autres quand on change de champ. Le cycle des taches, de champ en champ entraîne de fait une « rotation du commandement ». L'article détaille les poids des mythes, du vaudou vu comme une écologie politique, du rythme et du corps, de

la métamorphose dans la pratique de la transe, de la société secrète, comme autant d'instruments de résistance collective et d'autonomie. Et même de la guérilla considérée comme une « non bataille » gagnée par la maîtrise du terrain, usant de « sentiers couverts d'eau, connus seulement des rebelles » note un capitaine anglais au Suriname en 1799. Un « art de la guerre » épousant la nature, qui intègre la ruse, le camouflage, les fuites comme des armes déjouant la surpuissance affirmée par les détenteurs pouvoir, des colons, des soldats. ●

Nico Interco Nantes



« Guyane, trésors et conquêtes », Revue Z n°12, 232 pages, 15 euros. www.zite.fr

ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :
Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE
.....
PROFESSION MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste* C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci :
durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement. Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine.
Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.



ABONNEMENT
GRATUIT



**Vous trouverez sur le site Internet
www.cnt-f.org toutes les coordonnées pour
contacter un syndicat par branche ou par
section géographique. Voici les adresses par
régions.**

Bureau confédéral
6, rue d'Arnal 30900 Nîmes
06 52 17 93 54
mél : cnt@cnt-f.org

La chasse aux sorcières, toujours ouverte



"Sorcières, la puissance invaincue des femmes",

Mona Chollet

Ed. Zones,

240p, 18 euros.

Accessible gratis en ligne*.

Extraits :

« Les misogynes se montrent eux aussi, comme autrefois, obsédés par la figure de la sorcière. "Le féminisme encourage les femmes à quitter leurs maris, à tuer leurs enfants, à pratiquer la sorcellerie, à détruire le capitalisme et à devenir lesbiennes", tonnait déjà en 1992 le télévangéliste américain Pat Robertson dans une tirade restée célèbre (susitant chez beaucoup cette réaction : "Où est-ce qu'on s'inscrit?"). »

« Qui est ce Diable dont le spectre, à partir du XIV^e siècle, s'est mis à grandir aux yeux des hommes de pouvoir européens derrière chaque guérisseuse, chaque magicienne, chaque femme un peu trop audacieuse ou remuante, jusqu'à faire d'elles une menace mortelle pour la société ? Et si le Diable, c'était l'autonomie ? »

« Au XIX^e siècle, la nature, enfin domptée, pourra être dépeinte sous les traits d'une femme docile qui n'oppose plus de résistance aux assauts de la science. Une œuvre du sculpteur français Louis-Ernest Barrias (1841-1905), intitulée *La Nature se dévoilant*, représente ainsi une femme dépoitraillée retirant d'un geste gracieux le voile qui lui couvre

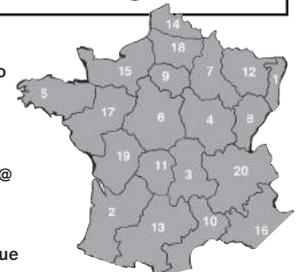
la tête. Difficile de ne pas penser, en la voyant aujourd'hui, aux affiches de propagande françaises qui, durant la guerre d'Algérie, incitaient les Algériennes à ôter leur voile ("N'êtes-vous donc pas jolie ? Dévoilez-vous !"), ainsi qu'à la loi de 2004 interdisant le foulard à l'école. Il est apparemment intolérable que la femme – à plus forte raison la femme "indigène" – et la nature, soumises à la même logique, prétendent dissimuler quoi que ce soit au regard patriarcal occidental. La pratique qui consistait à raser entièrement – poils et cheveux – le corps des suspects de sorcellerie pour permettre son inspection exhaustive avait comme annoncé cette exigence de tout voir pour mieux dominer. »

« Pourquoi les cheveux blancs chez une femme laisseraient-ils si souvent présumer qu'elle est "négligée", si ce n'est parce qu'ils convoquent immédiatement l'image de la sorcière vêtue de hardes ? »

« Aujourd'hui, la possibilité pour les femmes de vieillir en bonne santé et dans de bonnes conditions matérielles est gravement compromise par le niveau de leurs retraites, inférieures de 42 % à celles des hommes en moyenne. Cela s'explique par le fait qu'elles travaillent davantage à temps partiel et que ce sont elles qui s'arrêtent pour élever les enfants – le "plafond de mère", toujours. »

« Après des siècles où les hommes de science ou de religion, les médecins, les hommes politiques, les philosophes, les écrivains, les artistes, les révolutionnaires, les amuseurs publics ont martelé sur tous les tons la bêtise congénitale et l'incompétence intellectuelle sans remède des femmes, en les justifiant au besoin par les plus folles élucubrations sur les défaillances de leur anatomie, il serait très étonnant que nous ne nous sentions pas légèrement inhibées. » ●

* www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id_article=180016



1 Alsace

Union régionale CNT c/o
Lucha y Fiesta
BP 30017 67027
STRASBOURG CEDEX 1
09 52 91 12 14 alsace@
cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue
Sanche-de-Pomiers, 33000
Bordeaux
06 95 52 69 71
ul33@cnt-f.org
Syndicats régionaux PTT
Aquitaine, BP 80099, 33704
Mérignac

Culture Aquitaine 36,
rue Sanche-de-pomiers,
33000 Bordeaux

3 Auvergne

Union locale CNT
Salle Poly, place Poly,
63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne Franche Comté

Syndicat intercorporatif de
Saône-et-Loire
et de la Nièvre
19 rue du pavé
71290 Cuisery,
CNT 21
61 rue Jeannin
21011 Dijon

http://www.cnt-f.org/_cnt-
interco-21_.html
06 01 22 17 94

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT
BP 30423, 35004 Rennes
CEDEX
06 34 98 30 72
bretagne@cnt-f.org

6 Centre

CNT Centre
13 rue Pierre Fournier
41600 Lamotte-Beuvron
cnt-centre@cnt-f.org

7 Champagne-Ardennes

Syndicats CNT Marne
BP 90009,
51201 Épernay CEDEX
Syndicats
CNT Doubs

c/o CESL, BP 121, 25014
Besançon CEDEX cnt-
doubs@cnt-f.org

Syndicat intercorporatif CNT
Jura BP 98,
39140 Bletterans cedex

9 Île-de-France

Union régionale CNT
33, rue des Vignoles, 75020
Paris
01 43 72 95 34

10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT
6 rue d'Arnal 30000
Nîmes
ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin

Union locale Limou-sin
6, rue de Gorre,
87000 Limoges,
cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT
ur.lorraine@cnt-f.org
UD CNT Moselle
5, place des Charrons,
57000 Metz
ud57@cnt-f.org

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT
18, av. de la Gloire,
31 500 Toulouse
Tél 09 52 58 35 90

14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,
rue d'Arras, 59000 Lille
03 20 56 96 10
ur59-62@cnt-f.org

15 Normandie

Syndicats CNT Calvados
BP 02,
14460 Colombelles
Syndicats CNT Seine-
Maritime BP 411,
76057 Le Havre CEDEX

Syndicat CNT Eure
interco27@cnt-f.org

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o
1000 bâbords 61,
rue Consolat 13001
Marseille

17 Pays la Loire

voir Bretagne
18 Picardie

19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT
20, rue Blaise-Pascal,
86000 Poitiers
05 49 88 34 08

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT
44, rue Burdeau
69001 Lyon



FÉDÉRATION

CNT

DES ACTIVITES
POSTALES

HALTE À LA CASSE DU RÉSEAU POSTAL



EN MILIEU RURAL

LA POSTE ORGANISE
LA DÉSSERTIFICATION
DU RÉSEAU AU MÉPRIS DES
BESOINS DES USAGERS

EN MILIEU URBAIN

LA POSTE SUPPRIME
LES ÉTABLISSEMENTS
DANS LES QUARTIERS
OU RÉDUIT
L'AMPLITUDE
D'OUVERTURE



EN SOUTENANT LES LISTES **CNT**

VOUS AFFIRMEREZ QUE

**VOUS ETES POUR L'EGALITE
D'ACCES AU SERVICE PUBLIC**

*Pour tout contact : Courrier : Bourse du Travail, Espace Mandela, bureau 117,
82 Avenue du Général Leclerc 95100 Argenteuil.*

Courriel : fede.ptt@cnt- Téléphone : 06-52-93-90-88. Facebook/fedeptt